



***Service New Brunswick
Services Nouveau-Brunswick***

REVIVAL OF A NOT-FOR-PROFIT COMPANY

**RÉTABLISSEMENT D'UNE COMPAGNIE
À BUT NON LUCRATIF**

**SERVICE NEW BRUNSWICK/SERVICES NOUVEAU-BRUNSWICK
Corporate Affairs/
Affaires corporatives**

PROCEDURAL REQUIREMENT FOR A REVIVAL UNDER THE COMPANIES ACT

GENERAL INFORMATION

This information kit deals with the procedure to revive under the [Companies Act](#) a dissolved not-for-profit company.

The company would have been dissolved in most cases for being in default with the annual return obligations under the Act.

Note:

A company incorporated under the [Companies Act](#) which has been dissolved under the Companies Act may be eligible to be revived under either the [Business Corporations Act](#) or the [Companies Act](#). Prior to proceeding with the revival, the Corporate Affairs Branch should be contacted to confirm eligibility for revival under the [Companies Act](#).

A company which has voluntarily surrendered its charter under the Companies Act is not able to be revived under the Act.

WHO MAY APPLY?

By subsection 35.1(1), any interested party may apply to have a company revived.

In the normal case, the interested party will be a person who was a director, officer or member (shareholder) of the dissolved company. In the case where a person other than a director, officer or member (shareholder) is interested in applying for a revival, that person should contact the Corporate

RÉTABLISSMENT D'UNE COMPAGNIE EN VERTU DE LA *LOI SUR LES COMPAGNIES*

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

La présente trousse de renseignements porte sur les formalités exigées en vertu de la [Loi sur les compagnies](#) pour le rétablissement d'une compagnie à but non lucratif qui est dissoute.

Dans la plupart des cas, la compagnie aurait été dissoute parce qu'elle a fait défaut de se conformer aux exigences de la Loi en matière de dépôt des rapports annuels.

Nota :

Une compagnie constituée en vertu de la [Loi sur les compagnies](#) et dont la charte a été dissoute conformément à ladite loi peut être admissible au rétablissement en vertu de la [Loi sur les corporations commerciales](#) ou de la [Loi sur les compagnies](#). Avant d'entreprendre les formalités en vue du rétablissement, communiquez avec la Direction des affaires corporatives pour savoir si la compagnie est admissible à ce rétablissement en vertu de la [Loi sur les compagnies](#).

Une compagnie qui opte d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la [Loi sur les compagnies](#) n'a pas droit à un rétablissement en vertu de la Loi.

QUI PEUT FAIRE LA DEMANDE ?

Selon le paragraphe 35.1(1), toute partie intéressée peut demander le rétablissement d'une compagnie.

Dans les cas les plus courants, la partie intéressée est un ancien administrateur, dirigeant ou membre (actionnaire) de la compagnie dissoute. Si une personne autre qu'un administrateur, un dirigeant ou un membre (actionnaire) est intéressée à demander le rétablissement de la corporation, elle devra

Affairs Branch to determine whether or not they will be considered to be an “interested party” for purposes of an application. In that case, additional requirements may be imposed on the applicant.

HOW IS A COMPANY REVIVED?

The application for revival should be similar format and content to the attached precedent, subject to necessary variations in the individual case. Please complete in duplicate. A fee payment of \$12 must accompany the application. (The cheque should be made payable to Service New Brunswick). The Branch will review the application and if satisfactory, will issue a Certificate of Revival.

NOTICE OF CHANGE OF DIRECTORS

When a company is to be revived, the Director requires, in the normal case, that the company at the same time file a [Notice of Directors \(Form 47\)](#) to indicate who are the directors of the company immediately upon revival of the company.

NOTICE OF CHANGE OF HEAD OFFICE

When a company is to be revived, the Director requires, in the normal case, that the company at the same time file a [Notice of Change of Head Office \(Form 46\)](#) to indicate where the head office of the company is immediately upon revival of the company.

ANNUAL RETURN FORMS

Where a company was dissolved for failure to comply with the requirements of the Act in filing annual returns, the Director requires, in the normal case, that the company at the same time file all

communiquer avec la Direction des affaires corporatives afin de déterminer si elle peut ou non être considéré comme une “partie intéressée” pour les fins de la demande. Dans un tel cas, la direction peut imposer des exigences additionnelles au demandeur.

COMMENT LA COMPAGNIE EST-ELLE RÉTABLIE ?

Le format et le contenu de la demande de rétablissement doivent être semblables à ceux de la jurisprudence ci-annexée sous réserve des adaptations exigées par le cas visé. Veuillez remplir la demande en double. Des droits administratifs de 12 \$ doivent accompagner la demande. (Le chèque doit être libellé à l'ordre de Services Nouveau-Brunswick.) La Direction examinera la demande. Si la demande est approuvée, la Direction délivrera un certificat de rétablissement.

AVIS DE CHANGEMENT D'ADMINISTRATEURS

Lorsqu'une compagnie fait l'objet d'un rétablissement, le Directeur exige normalement que la compagnie dépose un [Avis de changement d'administrateurs \(formulaire n° 47\)](#) contenant les noms des administrateurs de la compagnie au moment du rétablissement de celle-ci.

AVIS DE CHANGEMENT DE SIÈGE SOCIAL

Lorsqu'une compagnie fait l'objet d'un rétablissement, le Directeur exige normalement que la compagnie dépose un [Avis de changement de siège social \(formulaire n° 46\)](#) précisant où se situe le siège social de la compagnie au moment du rétablissement de celle-ci.

FORMULES DE RAPPORT ANNUEL

Quand une compagnie a été dissoute parce qu'elle a fait défaut de se conformer aux exigences de la Loi en matière de dépôt des rapports annuels, le directeur exigera normalement que la compagnie dépose

annual returns up to the date of revival.

The Corporate Affairs Branch can be contacted for information on what annual returns are outstanding.

NAME SEARCH REQUIREMENT

Where a revival is being sought in relation to a company that has been dissolved for a period greater than two years, the Director will require an Atlantic based NUANS name search report. The Corporate Affairs Branch can provide further details on this process, if it is applicable.

This requirement is imposed to ensure the company's name, upon revival, is not in contravention of the provisions of the Act in relation to having an identical or deceptively similar name to an existing company or other name on record with the Corporate Affairs Branch.

EFFECT OF A REVIVAL

By section 35.1(4) of the Act, a company is revived on the date shown on the Certificate of Revival, and thereafter the company has all the rights and privileges and is liable for the obligations that it would have had if it had not been dissolved. The date shown on the Certificate of Revival will be the date the Director issues the Certificate of Revival.

It is strongly urged that any applicant seeking the revival of a company consult with a legal advisor to understand the legal implications of dissolution and revival of a company.

Any company that is revived is urged, as well, to consult with its legal advisor as to the legal implications of a revival.

simultanément tous les rapports annuels jusqu'à la date de rétablissement.

On peut communiquer avec la Direction des affaires corporatives pour obtenir des renseignements sur les rapports annuels en souffrance.

EXIGENCES RELATIVES À LA RECHERCHE DE RAISONS SOCIALES

Lorsqu'on présente des statuts en vue du rétablissement d'une compagnie qui a été dissoute il y a plus de deux ans, le directeur exigera que soit produit un rapport de recherche de raisons sociales NUANS (de l'Atlantique) La Direction des affaires corporatives peut fournir des renseignements plus détaillés sur ce mécanisme, le cas échéant.

Cette exigence vise à faire en sorte que la raison sociale de la compagnie rétablie ne contrevienne pas aux dispositions de la Loi en étant identique ou semblable à s'y méprendre à celle d'une compagnie existante ou à une autre raison sociale enregistrée auprès de la Direction des affaires corporatives.

EFFET DU RÉTABLISSEMENT

En vertu de l'article 35.1(4) de la Loi, la compagnie est rétablie à la date figurant sur le certificat de rétablissement et recouvre dès lors, tous ses droits et privilèges ainsi que ses obligations comme si elle n'avait pas été dissoute. La date indiquée au certificat de rétablissement sera la date à laquelle le Directeur a émis le certificat de rétablissement.

On incite fortement tous les demandeurs qui désirent rétablir une compagnie à consulter un conseiller juridique afin de bien comprendre les conséquences juridiques de la dissolution et du rétablissement de la compagnie.

On incite aussi les dirigeants de toute compagnie rétablie à consulter un conseiller juridique afin de se renseigner sur les effets juridiques du rétablissement.

Please note the procedural requirements for a revival may change from time to time.

**SERVICE NEW BRUNSWICK
CORPORATE AFFAIRS**

**P. O. BOX 1998,
432 QUEEN STREET
FREDERICTON, NB**

E3B 5G4

Tel. : (506) 453-2703

Fax: (506) 453-2613

Veillez prendre note que les formalités de rétablissement peuvent être modifiées de temps à autre.

**SERVICES NOUVEAU-BRUNSWICK
AFFAIRES CORPORATIVES**

CASE POSTALE 1998

432, RUE QUEEN

FREDERICTON (N.-B.)

E3B 5G4

Téléphone : (506) 453-2703

Télécopieur : (506) 453-2613



**NEW BRUNSWICK
COMPANIES ACT**

**NOUVEAU BRUNSWICK
LOI SUR LES COMPAGNIES**

**APPLICATION FOR REVIVAL OF A COMPANY
(SECTION 35.1)**

**DEMANDE DE RÉTABLISSEMENT D'UNE
COMPAGNIE
(ARTICLE 35.1)**

1 - Name of dissolved company – Raison sociale de la compagnie dissoute	Reference No. – N° de référence
---	---------------------------------

2 - Reasons for dissolution	Motifs de la dissolution
-----------------------------	--------------------------

3 - Interest of applicant in revival of the company	Intérêt du demandeur dans le rétablissement de la compagnie
---	---

4 - Name of Applicant in full – Nom au complet du demandeur	5 - Address of Applicant – Adresse du demandeur
---	---

Signature of Applicant – Signature du demandeur	Date
---	------

FOR DEPARTMENT USE ONLY

RÉSERVÉ À L'USAGE DU MINISTÈRE

Reference No. – N° de référence

NEW BRUNSWICK
COMPANIES ACT
APPLICATION FOR REVIVAL OF A COMPANY

NOUVEAU-BRUNSWICK
LOI SUR LES COMPAGNIES
DEMANDE DE RÉTABLISSEMENT D'UNE COMPAGNIE

INSTRUCTIONS

INSTRUCTIONS

Item 1

Set out the full legal name of the dissolved company.

Item 2

State the reasons why the company was dissolved.

Item 3

State details of your interest in the company and why you seek to have it revived.

Item 4

Set out the first given name, initial and family name of the applicant.

Item 5

Set out the business or residential address of the applicant, giving the street number or R.R. number, municipality or post office, province and postal code. A P.O. box number alone is not sufficient.

Please note: If unfamiliar with the requirements of the Act and the policies of the Director pertaining to revivals, please inquire at the address set out below.

Fee payment of \$12 required.

Completed documents in duplicate and fees, payable to Service New Brunswick, are to be sent to:

**The Director
Corporate Affairs Branch
Service New Brunswick
P. O. Box 1998,
Fredericton, New Brunswick
E3B 5G4
Tel. : (506) 453-2703
Fax: (506) 453-2613**

Article 1

Indiquer au complet la raison sociale légale de la compagnie dissoute.

Article 2

Déclarer les motifs de la dissolution de la compagnie.

Article 3

Déclarer dans ses détails, l'intérêt que vous avez dans la compagnie et les raisons qui justifient votre demande de son rétablissement.

Article 4

Indiquer les noms, initiales et le nom de famille du demandeur.

Article 5

Indiquer l'adresse résidentielle ou commerciale du demandeur, donnant le numéro et la rue, le numéro de la route rurale, la municipalité, la province et le code postal. La mention de la case postale est insuffisante.

Veillez noter : Si vous n'êtes pas au courant des exigences de la Loi et des politiques du Directeur au sujet de rétablissements, veuillez vous informer à l'adresse ci-dessous.

Un frais de dépôt de 12 \$ est requis.

Les documents complets établis en double exemplaire, et les droits, payables à Services Nouveau-Brunswick, doivent être envoyés au :

**Directeur
Direction des Affaires corporatives
Services Nouveau-Brunswick
C.P. 1998
Fredericton, Nouveau-Brunswick
E3B 5G4
Téléphone : (506) 453-2703
Télécopieur : (506) 453-2613**